

SUM.DEL/6/10
1 December 2010



Original: FRENCH

PREMIER MINISTRE

SERVICE DE PRESSE

Discours du Premier Ministre François FILLON

**Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'Organisation pour la
Sécurité et la Coopération en Europe**

Astana (Kazakhstan), mercredi 1^{er} décembre 2010

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Hôtel de Matignon – 57, rue de Varenne 75007 PARIS

Sommet de l'OSCE à Astana, Kazakhstan

Mercredi 1^{er} décembre

Discours de François Fillon

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

En nous réunissant aujourd'hui, à Astana, nous voulons rappeler avec solennité que les principes proclamés par la Charte d'Helsinki, il y a 35 ans, restent pertinents, en dépit de tous les bouleversements qui sont intervenus sur notre continent.

La force de l'OSCE, c'est d'accueillir sous un toit commun 56 nations liées par une communauté de valeurs, 56 nations qui entendent résoudre par la concertation des conflits dont l'Europe a si souvent souffert par le passé.

Plus de dix ans après le Sommet d'Istanbul, je tiens à remercier le Président Nazarbaïev d'avoir pris l'initiative d'organiser ce Sommet, et d'avoir ainsi permis que se concrétise la proposition formulée il y a deux ans par le Président de la République Nicolas Sarkozy.

Cette proposition avait été motivée par le choc du conflit en Géorgie et ses répercussions pour notre espace commun de sécurité.

Mais elle s'appuyait aussi sur un constat qui ne se limitait ni à la région européenne, ni au thème de la sécurité: le constat que nous ne pourrions pas affronter ensemble les réalités du 21^{ème} siècle avec des outils du 20^{ème} siècle.

Depuis le dernier sommet de l'OSCE en 1999, de nouvelles menaces sont apparues:

- l'émergence de réseaux terroristes internationaux dans un arc de crise qui va de l'Afghanistan aux régions du Sahel;
- le développement d'organisations criminelles aux ramifications internationales;
- la crise de prolifération en Iran, qui est devenue un véritable abcès pour notre sécurité;
- l'existence de risques systémiques comme ceux liés à la volatilité du prix des matières premières où à la financiarisation de nos économies.

A côté de ces risques, il y a pourtant des évolutions positives, par exemple le formidable essor économique des pays émergents, qui a permis à des continents entiers de sortir de la misère. Cet essor fulgurant est une bonne nouvelle pour le monde, mais il peut provoquer des tensions.

Pour que nous puissions affronter ensemble ces défis, pour que la multipolarité soit un facteur de paix, nous devons l'encadrer par un nouveau multilatéralisme soutenu par une réforme des institutions internationales.

C'est dans cette logique que nous nous sommes dotés de nouvelles institutions plus efficaces avec nos partenaires de l'Union européenne.

C'est aussi dans cette logique que les Etats membres de l'OTAN se sont dotés récemment d'un nouveau concept stratégique et ont décidé d'un commun accord avec la Russie de franchir une nouvelle étape dans leur partenariat.

C'est enfin dans cet esprit que nous entendons mener notre Présidence du G8 et du G20: face aux problèmes systémiques révélés par la crise économique et financière de 2008, il ne peut y avoir ni retour à la routine, ni résignation à un retour à l'ordre préexistant.

Aujourd'hui, dans le cadre de l'OSCE, nous devons avoir l'ambition de lancer un nouveau partenariat.

Notre objectif, soutenu conjointement avec l'Allemagne, doit être de tourner définitivement la page des rivalités stratégiques héritées du passé ; il doit être de jeter les fondements d'une communauté de sécurité dans les espaces euro-atlantique et euro-asiatique :

- une communauté qui repose sur l'acquis des engagements et des principes de l'Acte final d'Helsinki et de la Charte de Paris;
- une communauté basée sur le respect de l'intégrité territoriale, qui s'appuie sur un régime fiable de maîtrise des armements et sur l'exclusion du recours à la force pour résoudre les différends;
- une communauté qui reconnaît la liberté pour les Etats de choisir leurs alliances, tout comme elle reconnaît le caractère indivisible de la sécurité de notre espace commun;
- une communauté, enfin, qui se souvienne que pour garantir une sécurité durable, nous avons besoin d'une approche globale, prenant en compte les questions militaires, mais aussi les questions économiques et environnementales, le respect des droits de l'homme et les progrès de la démocratie.

Pour nous engager sur cette voie, nous devons mieux garantir la sécurité à l'intérieur de notre espace commun.

Pour cela, nous devons d'abord progresser résolument dans le règlement des conflits gelés.

Sur la Transnistrie, les négociations doivent entrer dans une phase plus active et s'accompagner de nouvelles mesures de confiance en vue d'un règlement du conflit qui respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Moldavie. L'Union européenne continuera de soutenir l'OSCE dans cette perspective.

S'agissant de la Géorgie, nous voulons le respect de son indépendance, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale dans ses frontières internationalement reconnues.

Nous appelons les parties à la mise en œuvre pleine et entière des accords du 12 août et du 8 septembre 2008; nous appuyons les discussions de Genève et nous estimons indispensable le retour sur le terrain d'une présence des organisations internationales.

Nous saluons l'engagement solennel du Président géorgien, devant le Parlement européen, de ne pas recourir à la force et appelons l'ensemble des parties à saisir cette main tendue.

Enfin, en tant que co-présidente du groupe de Minsk, la France est déterminée à aider au règlement du conflit du Haut-Karabakh, où il ne peut y avoir qu'une solution politique équilibrée et négociée, sur la base notamment des propositions avancées conjointement par les présidents Sarkozy, Medvedev et Obama à L'Aquila et à Muskoka. Ces propositions doivent être considérées comme un ensemble indivisible.

L'OSCE est l'expression de notre communauté de destin, mais elle doit être capable d'agir plus vite.

Comme l'a démontré la crise au Kirghizstan, nous devons donner les moyens à notre organisation d'être plus réactive et plus efficace.

En matière de maîtrise des armements, nous sommes sur le point de faire un premier pas en modernisant nos mesures de confiance et de transparence.

Nous devons aussi trouver un accord pour lancer de nouvelles négociations sur l'avenir du régime des Forces conventionnelles en Europe.

Nous devons intégrer dans le champ de nos coopérations les nouvelles menaces. Qu'il s'agisse de la criminalité organisée ou du prosélytisme terroriste, ces fléaux nous concernent tous et appellent une réponse concertée.

Enfin, nous devons soutenir partout plus efficacement la stabilité et le renforcement des institutions démocratiques. Elles sont les composantes essentielles d'une sécurité durable pour tous.

Voilà, pour la France, le programme qui s'impose à l'OSCE à compter de ce Sommet. C'est une feuille de route qui demande de réviser en profondeur nos outils et nos pratiques. C'est une feuille de route qui s'inscrit dans une vision plus large. Une vision marquée par la rénovation des organisations internationales, marquée par le développement des partenariats au niveau de notre continent, qu'il s'agisse de l'espace économique et humain commun à l'Union Européenne et la Russie, des relations de l'Union Européenne avec ses partenaires continentaux dans le cadre du Partenariat oriental, ou de la coopération de l'Union Européenne avec ses voisins du Sud dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée.

Monsieur le Président,

Je forme le vœu que ce sommet d'Astana marque une étape politique déterminante dans le renforcement de nos instruments de sécurité collective. Ici et maintenant nous devons confirmer la pertinence de l'OSCE et préparer son adaptation à un monde en pleine évolution. Ici et maintenant, il nous revient de faire progresser la sécurité en Europe et la sécurité de l'Europe.